

fait foi le sommet qui s'est tenu à San José, au Costa Rica, les 15 et 16 janvier 1988. En ce qui concerne la démocratisation, les résultats sont plutôt minces, malgré certaines mesures prises en ce sens par Managua; bref, le Plan de paix est loin d'avoir atteint tous ses objectifs. Les pourparlers en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu, qui se sont déroulés entre les gouvernements du Guatemala et du Salvador et leurs opposants respectifs, n'ont toujours pas donné de résultats probants. Toutefois, après des négociations intermittentes entre le gouvernement sandiniste et les représentants de la guérilla et après que le Congrès américain au mois de février 1988, ait décidé de suspendre son aide militaire aux contras, les parties se sont mises d'accord, le 24 mars 1988, pour respecter une trêve de soixante jours. Des négociations de paix entre sandinistes et contras se poursuivent depuis lors; les représentants de la guérilla posent comme condition à un arrêt de la guerre, la réalisation de changements politiques, tels qu'une plus grande libéralisation.

Le Canada a toujours appuyé ouvertement les efforts de paix poursuivis en Amérique centrale, notamment ceux du groupe de Contadora. Bien qu'il n'ait jamais condamné publiquement les activités des États-Unis en Amérique centrale, le gouvernement canadien se dit en désaccord avec l'intervention de tierces parties dans la région.<sup>1</sup> Lors des 41<sup>e</sup> et 42<sup>e</sup> sessions de l'Assemblée générale des Nations-Unies, il a voté en faveur d'une résolution qui exhortait les États-Unis à respecter la décision de juin 1986 de la Cour internationale de justice, qui déclarait que l'aide militaire américaine aux contras violait le droit international et que Washington devait absolument mettre fin à ces agissements. Ottawa a souvent fourni aux gouvernements centraméricains des informations sur les opérations de maintien de la paix et les problèmes que peut susciter la vérification d'accords régionaux visant à mettre un terme à des hostilités. L'aide économique canadienne dans la région est une autre dimension importante de la politique d'Ottawa vis-à-vis les pays d'Amérique centrale (le Honduras est le principal bénéficiaire).

<sup>1</sup> MAE, Discours, 15 septembre 1986.